

Service risques et installations classées
12-14 rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 26 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOGARIS

place de la Logistique
94150 Rungis

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2024/FM/N°305GR
Code AIOT : 0007404491

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement SOGARIS implanté place de la Logistique 94150 Rungis. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGARIS
- place de la Logistique 94150 Rungis
- Code AIOT : 0007404491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un groupement d'entrepôts multilocataires de stockage, de messageries et activités diverses construit par tranche entre 1965 et 1987.

Le site couvre une surface foncière d'environ 310 000 m², pour environ 200 000 m² bâtis et un volume d'entrepôts d'environ 1 500 000 m³ occupés par environ 80 locataires. Environ 1000 personnes sont présentes dans l'établissement. En 2023, le trafic journalier est estimé à 800

véhicules lourds.

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 21 avril 1992 au titre de la rubrique 1510 (entrepôt), modifié par arrêtés complémentaires du 28/06/1999 (rejets aqueux), du 18/01/2012 (POI) et du 11/09/2017 (exploitation des cellules A et B du bâtiment B). L'exploitant SOGARIS en répercute les obligations auprès de ses différents locataires.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats et points hors constats

L'exploitant a indiqué par courrier daté du 12 juin 2024 le respect des dispositions pour lesquelles il a été mis en demeure de se conformer. Il a joint plusieurs justificatifs qui sont examinés le cas échéant à chaque point de contrôle de la présente inspection.

L'exploitant a précisé lors de la réunion en salle avoir transmis en préfecture un porter à connaissance de modification du bâtiment N dit "seafrigo" en avril 2024. Il ne dispose pas de preuve d'envoi simultanée auprès de l'inspection des installations classées. Les formalités avaient été réalisées par M. O. Martin, par courriel. Il a depuis quitté la société SOGARIS.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	RIA	AP de Mise en Demeure du 20/02/2024, article 1	Sans objet
2	Points d'eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 20/02/2024, article 1	Sans objet
3	Ventilation du local de charge	AP de Mise en Demeure du 20/02/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection visait à vérifier la mise en conformité des installations faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/00557 du 20/02/2024, conformément à la clause résolutoire prévue par l'article 3.

L'exploitant avait transmis plusieurs documents justifiant de la mise en conformité par courrier daté du 12/06/2024.

La visite sur place a permis d'apprécier la mise en place effective des mesures correctives et d'obtenir des informations actualisées.

L'Inspection considère que l'exploitant s'est acquitté de ces obligations et que l'ensemble des points visés à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure précité sont respectés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : RIA

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/02/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée :

Rappel des termes de la mise en demeure :

la société SOGARIS [...] est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'arrêté préfectoral applicable à l'installation :

point 31° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992 :

« [...]

Dans le bâtiment, les moyens de lutte contre l'incendie, appropriés au risque à combattre, seront judicieusement répartis et comprendront au moins :

[...]

- des robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm conformes aux normes S 61-201 et S 62-201 et placés de telle sorte que toutes les surfaces puissent être atteintes par deux jets de lance au moins.

[...] »

concernant le bâtiment N, avant le 15 juin 2024.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection plusieurs informations :

- il indique avoir implanté 14 RIA dans le bâtiment, dont les lieux d'emplacements sont visibles sur un plan fourni en annexe.
- selon la documentation technique fournie, les RIA sont d'un diamètre nominal de 33mm (contre 40 mm requis par l'arrêté préfectoral). L'exploitant indique qu'il s'agit du diamètre le plus large actuellement disponible sur le marché et que les équipements répondent à la norme S61-201 et S62-201.
- la pression de fonctionnement a été vérifiée et atteint au moins 3,5 bars au RIA le plus défavorisé.
- l'installation fait l'objet d'une attestation de conformité aux règles APSAD R5.

L'inspection confirme que la norme NF S 61-201 est effectivement remplacée par la norme NF EN 671-1 depuis 2001 (version actuelle : juin 2012). Le diamètre nominal intérieur de tuyau le plus important prévu par la norme est bien de 33 mm. L'exploitant a joint le certificat de conformité à la norme.

Le matériel installé comprend une longueur de tuyau de 30 mètres, auquel s'ajoute 10 m minimum de portée efficace du jet (forme droit) pour être certifié conforme à la norme. La portée efficace est donc de 40m à partir du point d'accroche du RIA, sous réserve de l'accessibilité des lieux et de la flexibilité du tuyau.

Au regard de cette portée efficace et du plan fourni, l'inspection considère que l'objectif visant à permettre l'attaque d'un feu par deux jets de lance au moins est atteint (en jet droit), dans le bâtiment vide de stockage (dit « entrepôt à blanc »).

Lors de l'inspection sur site, l'exploitant a averti l'inspection de la modification de l'implantation des RIA par rapport au plan fourni par courrier daté du 12 juin 2024. Le déplacement de certains RIA était en cours au moment de l'inspection, et a lieu afin d'adapter la protection incendie à l'aménagement des cellules du bâtiment N par le locataire SEA FRIGO. Ils consistent principalement à un rapprochement de l'emplacement des RIA au plus près des cellules de stockage à défendre. L'exploitant déclare que la modification permet toujours de remplir l'objectif évoqué plus haut, avec prise en compte des stockages et des dispositions constructives

particulières liées à l'implantation de chambres froides négatives et positives au sein des cellules. Il a fourni un plan d'implantation actualisé, qui est joint au porter à connaissance (PAC) du bâtiment N dit « PAC SEA FRIGO ».

Le contrôle dans les locaux a permis l'examen des éléments suivants :

- par sondage sur quatre équipements, l'inspection a constaté que les RIA ont été implantés conformément au plan actualisé tiré du PAC SEA FRIGO,
- les plaques d'identifications apposées sur les matériels (société CHUBB) affichent la conformité à la norme et la longueur de tuyau, ce qui permet de valider la portée efficace.

L'inspection considère que l'exploitant a porté au Bâtiment N les mesures correctives nécessaires afin de se conformer aux dispositions du point 31° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992. Le point correspondant de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Points d'eaux incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/02/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Rappel des termes de la mise en demeure :

la société SOGARIS [...] est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'arrêté préfectoral applicable à l'installation :

point 32° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992 :

« 32° - Des appareils d'incendie de 100 mm, seront implantés en périphérie des bâtiments, à raison d'un tous les 100 mètres. Ces appareils seront conformes aux normes françaises S 61-211 ou S 61-213, et munis chacun d'un regard de vidange raccordé, si possible, au réseau d'assainissement. » concernant le bâtiment E, dans un délai de 3 mois.

Constats :

Afin de se conformer aux exigences réglementaires, l'exploitant a implanté cinq poteaux incendies supplémentaires autour du bâtiment E. Deux autres ont été ajoutés au droit du bâtiment T, mais ils ne sont pas concernés par la mise en demeure.

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les informations suivantes :

- plan de recollement des points d'eau incendie (société AVERCE/TPU, daté du 07/06/24, ind.F1) ;
- le procès verbal de réception des travaux (conforme marchés publics, formulaire EXE 5, OS N°M24.25866), délivré le 03/06/2024, sous réserve de l'avis de la BSPP.

L'exploitant a indiqué en séance que la visite de recollement BSPP était planifiée au lendemain (17/07/24), et que la brigade avait déjà transmis les numéros d'enregistrement correspondant.

L'inspection a constaté sur place, par sondage, la présence des poteaux incendie. Il n'a pas été

procédé au contrôle de la présence des regards de vidange ou du respect des règles d'installation.

Par mesurage sur le plan de recollement, les distances entre poteaux enserrant le bâtiment E sont dorénavant inférieures à 100 m.

L'inspection considère que l'exploitant a mis en place autour du bâtiment E les mesures correctives nécessaires afin de se conformer aux dispositions du point 32° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992. Le point correspondant de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ventilation du local de charge

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/02/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des explosions

Prescription contrôlée :

Rappel des termes de la mise en demeure :

la société SOGARIS [...] est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'arrêté préfectoral applicable à l'installation :

point 71° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992 :

« 71° – L'atelier, situé à rez-de-chaussée, ne sera pas surmonté d'étages et sera très largement ventilé par sa partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local.

La ventilation sera mécanique et assurera un renouvellement d'air minimal de $0.05 \times N \times I$ mètres cubes par heure soit 4 680 m³/h (avec N = nombre d'éléments de batterie et I = intensité maximale de charge en Ampères, représentant le 1/5ème de la capacité des batteries).

La ventilation asservira l'opération de charge de telle sorte que l'arrêt de la ventilation provoquera la coupure de l'alimentation électrique des batteries par le dispositif de charge.

La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit, ni gêné, ni incommodé par les émanations et qu'il n'en résulte aucun danger pour les occupants voisins. »

concernant le bâtiment S, dans un délai de 1 mois.

Constats :

SOGARIS a fait installer par la société TEEM un extracteur d'air de la marque HELIOS au sein du local de charge situé dans le bâtiment S en mars 2024. L'installation a fait l'objet d'une mesure de débit d'air dont le résultat est conforme à l'exigence (4 920 m³/h contre 4 680 m³/h). Les travaux ont été réceptionnés sans réserve le 25 mars 2024.

L'exploitant a fourni comme preuve des documents correspondants.

La coupure de la charge par asservissement à la ventilation a été vérifiée sur place, et confirmée par courriel du 24/07/24 transmettant une vidéo de démonstration de l'action du dispositif, et une attestation de bon fonctionnement délivrée suite à l'essai par la société TEEM.

L'inspection n'a pas vérifié :

- l'adéquation du débit de renouvellement d'air selon les caractéristiques réelles des batteries pouvant être chargée en simultanée,
- les caractéristiques techniques des éléments du système, notamment l'adéquation du matériel à la présence éventuelle ou non d'une zone ATEX.

Il relève de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer en tout temps de la prise en compte des deux points évoqués ci-avant.

L'inspection considère que l'exploitant a mis en place au sein du local de charge du bâtiment S les mesures correctives nécessaires afin de se conformer aux dispositions du point 71° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 92/1877 du 21 avril 1992. Le point correspondant de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite